



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **13 SEP. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM secteur IdF Est

2 rue Gambetta
77210 Avon

Références : E24-1943
Code AIOT : 0006500079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans la carrière exploitée par GSM sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM secteur IdF Est
- La Noue Noire - La Nosmotte (77025001) 77118 Bazoches-lès-Bray
- Code AIOT : 0006500079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables et graviers alluvionnaires de Bazoches-les-Bray dispose d'une autorisation par arrêté préfectoral qui prévoit la cessation définitive de celle-ci, remise en état comprise, au 7 mars 2025. Cette carrière a fait l'objet de 3 cessations partielles en 2009 et en 2023.

Elle constitue l'une des sources d'alimentation des installations de traitement de matériaux de GSM à Balloy.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La remise en état de la carrière et les échéances associées ;
- Le contrôle des accès ;
- La prévention des pollutions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécurité du Public	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Durée	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-15-1 et III-15-02	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Remise en état, description	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-15-3 à III-15-	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Plans	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-19	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV.3.1.I	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
10	Contrôle des niveaux sonores et des émergences	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Installation de traitement de matériaux	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Limitation d'activité dans une certaine zone	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 6	Sans objet
4	Garanties financières	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 7	Sans objet
5	Parcelles interdites	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article Références cadastrales	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est autorisée jusqu'au 7 mars 2025 mais la remise en état doit être terminée 6 mois avant (7 octobre 2024).

Cette inspection a été l'occasion de faire le point et l'exploitant s'est engagé à finaliser les boisements et à évacuer les infrastructures désormais inutiles dans un délai raisonnable.

Une demande de prolongation sur une partie du site A est à l'étude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité du Public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-17

Thème(s) : Autre, Sécurité du public

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2022

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité (cf. article I.4.4), l'accès aux sites est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public.

En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des bassins, des installations de traitement, des pistes et des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Constats :

L'inspection constate que des portails ne ferment plus ou sont ouverts.
Les accès ne sont pas contrôlés, les accès ne sont pas interdits.





L'exploitant s'engage à rendre les portails à nouveau efficaces durant la première semaine de septembre.
Il enverra les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Durée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2016, article 2

Thème(s) : Autre, durée de l'autorisation, échéance de remise en état

Prescription contrôlée :

La durée de l'autorisation d'exploiter fixée par l'arrêté préfectoral n°04 DAI 2M 038 du 15 septembre 2004 est prolongée de cinq ans soit jusqu'au 7 mars 2025. Production moyenne : 200 000 t /an;

Production maximale : 300 000 t/an;

La remise en état est achevée au plus tard le 7 octobre 2024.

Constats :

L'inspection rappelle que l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/02/2016 a prolongé la durée de l'autorisation d'exploiter de la carrière jusqu'au 7 mars 2025 et que la remise en état de la la carrière et le démontage de toutes les infrastructures et la remise en état des chemins de liaison avec les installations de Balloy doivent être terminés dans le même délai.

L'exploitant expose que la remise en état d'une partie de la carrière (Est du site A) ne sera pas terminée à cette date. Une demande de prolongation est en réflexion.

Néanmoins l'exploitant s'engage à démonter et évacuer toutes les bandes transporteuses reliant la carrière aux installations de Balloy et autres infrastructures (pylônes, transformateurs...) avant le 30 octobre.

L'exploitant transmettra les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

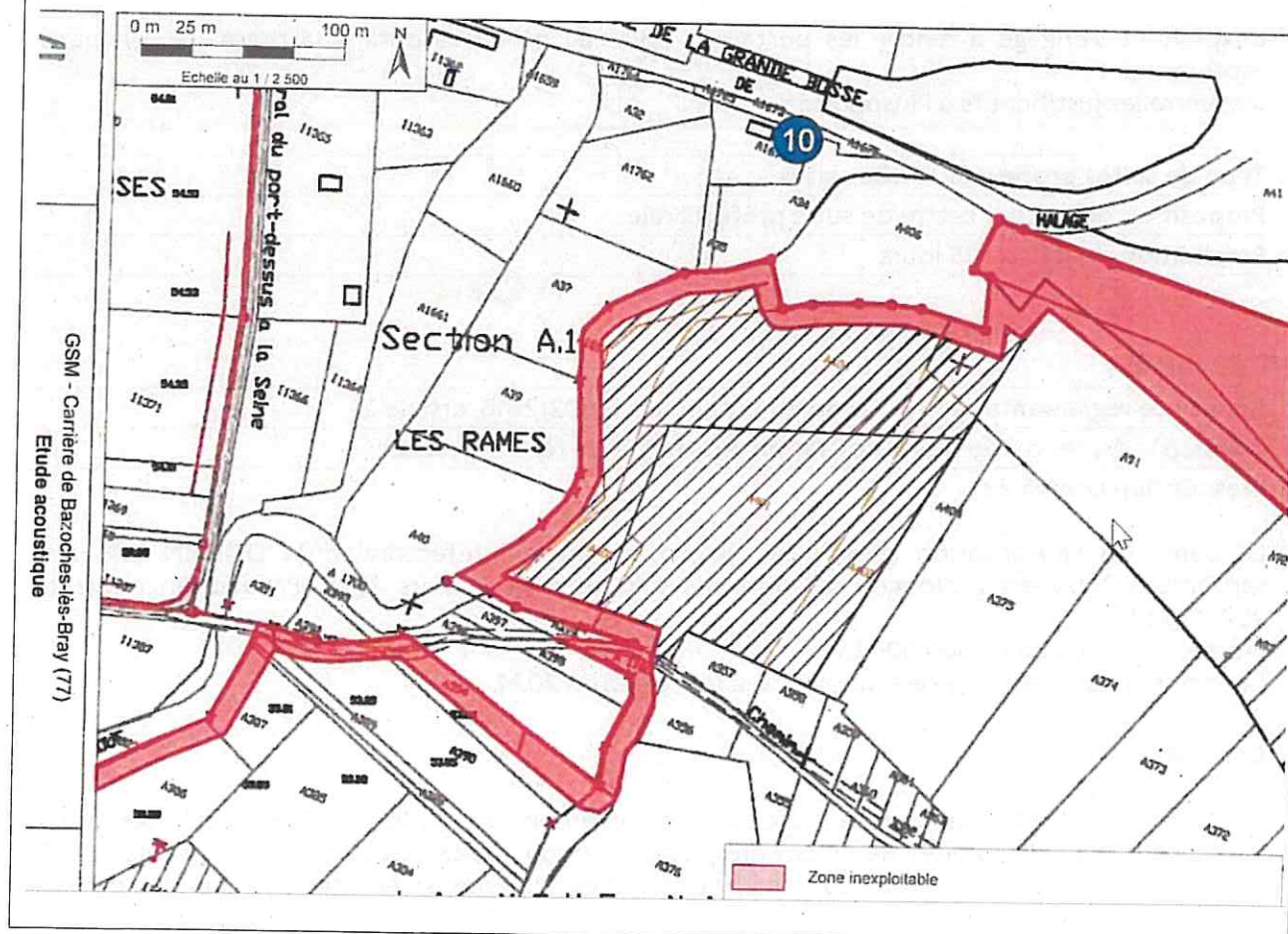
N° 3 : Limitation d'activité dans une certaine zone

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2016, article 6

Thème(s) : Autre, Limitation du nombre d'engins

Prescription contrôlée :

Compte tenu du changement de mode d'exploitation (pelle hydraulique + une chargeuse + 3 tombereaux au lieu de la drague suceuse) la zone hachurée figurée ci-après ne peut accueillir qu'un chantier unique à la fois : décapage/remise en état coordonnée ou extraction.



Constats :
Il n'y a plus de travaux dans ce secteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2016, article 7

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant de référence des garanties financières est déterminé avec les valeurs suivantes:
S1 =11.01 ha
S2=9,0993 ha;
L= 3 850 m

Constats :

Selon les plans de situation de 2023:

	Site A	Site B	Valeurs AP
S1 (ha)	5 ha 37 a 71 ca	2 ha 19 a	somme< 11 ha 01 a
S2 (ha)	0	3 ha 89 a 45 ca	somme< 9 ha 09 a 93 ca
L (m)	509	1236	somme< 3 850 m

L'inspection et l'exploitant examinent les plans de situation 2023, l'exploitant constate des erreurs mais affirme que les valeurs S1, S2 et L sont malgré tout respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Parcelles interdites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article Références cadastrales
Thème(s) : Autre, Parcelles interdites
Prescription contrôlée : L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriétés du permissionnaire et des contrats de forage dont il est titulaire. La liste des références cadastrales du périmètre de la carrière est jointe en annexe du présent arrêté. En raison d'intervention archéologique, l'exploitation est interdite aux lieux-dits « La Rompure » et « le Devant de l'Ecluse » sur les parcelles suivantes : 602 à 604, 563 à 576 (pro parte). En raison de l'intérêt écologique, l'exploitation est interdite sur les 3 secteurs protégés mentionnés dans le plan annexé (à l'ouest des lieux-dits « La Rompure » et « la Petite Pré », au nord du lieu-dit « la Nosmotte », au sud des lieux-dits « La Grande Pré » et « le Midi de la Grande Pièce »). L'accès aux parcelles enclavées est maintenu de façon permanente (parcelles 1.495 à 508, 1354, 1355, 1509, 1546, 1584, 1585 et 1612).
Constats : L'inspection rappelle l'interdiction d'exploiter certaines parcelles pour des motifs archéologiques ou écologiques.

L'inspection rappelle que l'accès doit être maintenu de façon permanente aux parcelles visées ci-dessus.

Les parcelles I 495à 508, 1354 et 1455 ont fait l'objet d'un procès verbal de récolement.

L'exploitant expose que:

- la parcelle 1612 est un bien vacant sans maître non encore préempté par la commune, elle est accessible par la berge en 4X4;
- la parcelle 1546 est propriété de la commune et est accessible par la piste;
- les parcelles 1584 et 1585 sont propriétés de France domaine et accessibles en 4X4;
- la parcelle 1509 lui appartient.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-15-1 et III-15-02

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

III.15-1 - L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'exploitation et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants et déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées à cet effet.

III.15-2 - Le traitement des matériaux commercialisables doit cesser à une date dégageant le délai nécessaire à l'exécution des travaux de réaménagement final du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état finale du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation.

Constats :

L'exploitant déclare que l'extraction est arrêtée. Une partie de la carrière est utilisée comme bassins de décantation des installations de traitement de Balloy.

Il est conscient des échéances, et sollicitera probablement une prolongation pour une partie du Site A.

L'exploitant réalisera les travaux listés au point de contrôle n°2 avant le 31 octobre 2024 et tous les reboisements restant à faire avant le 30 novembre 2024.

Il transmettra les justificatifs à l'inspection dans les mêmes délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Remise en état, description

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-15-3 à III-15-

Thème(s) : Autre, Remise en état, description

Prescription contrôlée :

III.15-3 - La remise en état finale du site comprend notamment :

■ la mise en sécurité des fronts d'exploitation,

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure des sites,
- le décapage sélectif et la conservation des terres végétales,
- la conservation des terres et stériles de découverte,
- le régallage des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de "mouillères".
- l'utilisation des stériles pour la création de hauts fonds.

III.15-4 - Le site réaménagé comprend :

- 3 plans d'eau :
- un plan d'eau au nord-ouest, sur le site A, aux principaux lieux-dits « les Champs Courceaux », « le Port Dessus », d'une superficie de 40 ha,
- un plan d'eau au sud-ouest, sur le site A, au principal lieu-dit « la Rompure », d'une superficie d'environ 23 ha, avec une plage de sable de 2 000 m² en partie nord,
- un plan d'eau à l'est, sur le site B, aux principaux lieux-dits « les Communes », « la Grande Pièce », d'une superficie d'environ 90 ha, comportant 3 îlots (un îlot reboisé d'aulnes et de peupliers, un îlot sableux, un îlot d'herbacées).

Ces deux derniers plans d'eau sont en outre reliés par une buse implantée sous la voie communale 2.

Les berges des plans d'eau destinées à être revégétalisées par des espèces de milieux humides ou aquatiques (cariçaie, phragmitaie,...) sont réalisées en pente très douce (<5°) sur les 25 premiers mètres.

- Le bassin de décantation au lieu-dit « Champ Virlois » (site B) d'une superficie d'environ 5 ha repeuplé par une végétation hydrophile.
- Un espace à vocation naturelle d'environ 47 ha s'étendant, au sud des plans d'eau de « la Rompure » et « des Communes », le long de la noue. Il comporte des prairies humides et roselières.
- Un secteur agricole d'environ 6,7 ha sur le site A au lieu-dit « les Fossés ». A l'automne suivant la remise en place des terres, l'exploitant procède à un semis de graminées (ray-grass, fétuque...) ou de légumineuses (luzerne, trèfle, moutarde...) qui sont enfouies au printemps avant le premier semis agricole productif. Après enfouissement, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse agropédologique, à raison d'un prélèvement pour 3 hectares sur les trois horizons suivants : 0/30 cm, 30/60 cm, 60/90 cm.
- La reconstitution d'espaces boisés sur le site A (le Canton 7 ha, les Pâtures de la Voie Neuve, le Port du Canal 14 ha) et sur le site B (périphérie du plan d'eau 8 ha), avec les familles suivantes :
 - chênaie- frênaie : les Pâtures de la voie neuve,
 - frênaie à frênes communs : Port du canal, le Canton
 - aulnaie peupleraie : au Nord de l'étang des Communes et sur un îlot
 - frênaie oxyphylle : au Sud de l'étang des communes.

La densité des plantations est de l'ordre de 1 000 plants par hectare. Le taux de reprise constaté après 3 ans doit être supérieur à 80 %.

- Des chemins rétablis ou créés.

III.15-5 - L'avancement de la remise en état peut faire l'objet de déclaration de cessation d'activité partielle selon la chronologie suivante :

Pour le site A

- Remise en état du lieu-dit "Les pâtures de la Voie neuve" (Ensemble boisé à l'ouest de la voie communale n°1) après constatation de la reprise des plantations ;

- Remise en état de l'ensemble compris entre la voie communale 1 à l'ouest et voie communale n°2, le canal de dérivation situé au sud et les installations de traitement et transport de matériaux situées au nord, après notamment constatation de la reprise des plantations;

- Remise en état de l'ensemble compris entre la voie communale n°1 à l'ouest et la voie communale n°2 à l'est, les installations de traitement et transport de matériaux au sud et la Seine au nord, après notamment constatation de la valeur agricole des terrains au lieu-dit « le Fossé »;

- Remise en état des zones d'infrastructures (installations de traitement et transport de matériaux, parking, ...);

Pour le site B

- Remise en état de l'ensemble du site,
(...)

Article III.16 - Remblayage de la carrière

Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et à l'écoulement des eaux (souterraines ou superficielles).

L'apport de matériaux extérieurs, quelque soit leur nature et leur origine, est interdit pour le remblayage de la carrière.

Seul est permis l'apport de quelques enrochements notamment pour la constitution des îlots du plan d'eau « des Communes ».

Ces enrochements proviennent de sites d'extraction, dûment autorisés et situés dans un rayon proche. L'exploitant tient à disposition tout justificatif sur l'origine de ces apports.

Constats :

L'inspection et l'exploitant examinent les dispositions de cet article point par point:

Il existe bien 3 plans d'eau:

-Le premier de la liste est cours de réalisation, c'est dans ce secteur que l'exploitant envisage de solliciter une prolongation.

-le deuxième plan d'eau a fait l'objet d'un procès verbal de récolement;

-le troisième plan d'eau comporte un îlot sableux de plus; (sur place l'inspection et l'exploitant constate que les îlots sont majoritairement boisés);

L'exploitant déclare que la buse de liaison entre les deux derniers plans d'eau, sous la voie communale n°2 est en place, mais elle ne figure pas sur le plan de situation 2023, elle devra également être repérée sur site.

Les berges des plans d'eau destinées à être revégétalisées par des espèces de milieux humides ou aquatiques doivent avoir une pente très douce (>5°) sur les 25 premiers mètres ce qui reste à démontrer au regard du niveau actuel de la nappe.

Le bassin de décantation du « champs virlois » et l'espace à vocation naturelle au Sud des plans d'eau de « la Rompure » et des « Communes I » ont fait l'objet d'un procès verbal de récolement.

Le secteur agricole sur le site A au lieu dit les Fossés est en friche. L'exploitant doit justifier qu'il a bien déroulé le processus de remise en état agricole décrit par cet article.

L'exploitant explique que la partie boisée de ce secteur nécessite une reprise.

La reconstitution d'espaces boisés au lieu dit "le Canton" site A (7ha) et sur le site B (8ha) en périphérie du plan d'eau, fait partie des boisements que l'exploitant mettra en place d'ici le 30

novembre 2024.

Pour les boisements à réaliser dans le cadre de la remise en état de la carrière, il pourrait être utile que l'exploitant consulte les services de la DDT en ce qui concerne les espèces à planter en substitution des frênaies. Compte tenu des courts délais pour finaliser les boisements dans la carrière, cette démarche doit être réalisée très rapidement.

L'exploitant déclare que les boisements concernés par les 4 autres alinéas de cette prescription ont été réalisés.

Il restera à fournir les justificatifs concernant la densité des plantations ainsi que le taux de reprise.

La remise en état comporte des chemins rétablis ou créés. Sur les parties récolées les chemins ont été restitués sur leurs emprises cadastrales. L'exploitant indique que le déclassement des chemins consommés reste à faire.

L'article III_15-5 prévoit une chronologie de cessations partielles :

Les deux premiers alinéas du site A et pour le site B "Champs Virlois" ont fait l'objet d'un procès verbal de récolement.

Il n'y a pas eu d'apport d'enrochements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-19

Thème(s) : Autre, Plans de situation

Prescription contrôlée :

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- l'échelle,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),
- l'installation de traitement et ses annexes,
- les pistes et voies de circulation,
- les piézomètres,
- la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementation spéciales,
- les bornes mentionnées à l'article III.2,
- les valeurs des éléments S1, S2 et S3 définis à l'article V-1.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année N+1.

Constats :
Les plans de situation 2023 sont erronés, un secteur indiqué comme remis en état ne l'est pas, cela rajoute vis-à-vis des garanties financières de l'ordre de 2 ha en S2, et la buse sous la voie communale n'est pas figurée. L'exploitant transmet un plan à jour sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV.3.1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée :
Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : I - le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats :
Il n'y a plus d'aire étanche pour le remplissage des réservoirs des engins dans la carrière. Des pièces d'engin ont été vues 'abandonnées' dans la carrière, alors que l'entretien de tous les engins doit être réalisé uniquement sur aire étanche. En attendant une nouvelle aire étanche conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel relatif aux carrières, le remplissage des réservoirs des engins sur pneus se fera aux installations de Balloy, sur l'aire étanche, tout comme le stationnement des engins et l'entretien. Pour le ravitaillement et le stationnement des engins à chenilles, l'exploitant transmettra à l'inspection sous 15 jours les dispositions qu'il entend mettre en place pour éviter tout risque de pollution lors du ravitaillement ou du stationnement de ces engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Contrôle des niveaux sonores et des émergences

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée :
Contrôle annuel selon les prescriptions de cet article.

Constats :

Les contrôles de niveaux sonores en limites et d'émergence en zone d'émergence réglementée font apparaître une émergence de 13,7 dBA dans une zone où le niveau sonore résiduel est très faible (S9).

L'inspection observe que le rapport de surveillance du bruit 2023 lui a été transmis sans commentaires et sans annexes par l'exploitant

Le rapport date d'août 2023.

L'exploitant recherchera les causes de cette anomalie et mettra en place les mesures correctives nécessaires pour garantir le respect de la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Installation de traitement de matériaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2016, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2515

Prescription contrôlée :

Trémie de tout venant, crible essoreur, tapis, pour un total de 63kW

Constats :

La trémie de tout venant et le crible essoreur ont été évacués. Il reste à évacuer les tapis à l'intérieur de la carrière et les tapis reliant cet équipement aux installations de Balloy, un ou des transformateurs et des pylônes électriques à évacuer.

Après discussion, l'exploitant accepte le délai de 2 mois à compter de la visite pour faire ces travaux.

Il fournira les justificatifs de cette opération à l'inspection dans le même délai.

Observations :

La trémie de tout venant et le crible essoreur ont été évacués mais pas le reste des infrastructures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

